Le Télégramme 13 octobre 2021
https://www.letelegramme.fr/dossiers/parc-eolien-en-baie-de-saint-brieuc-des-annees-de-tensions/parc-eolien-de-saint-brieuc-une-ambiance-electrique-a-la-region-12-10-2021-12845960.php

Parc éolien de Saint-Brieuc : une ambiance électrique à la Région

RÉSERVÉ AUX ABONNÉS

Lecture : 3 minutes.

Avant une session qui s'annonce explosive jeudi au conseil régional de Bretagne, droite et gauche s'écharpent sur le parc éolien offshore de Saint-Brieuc.

Isabelle Le Callennec, patronne du groupe droite, centre et régionalistes au conseil régional de Bretagne et Loïg Chesnais-Girard, président PS de Région. (Archives Le Télégramme)

Si les débats entre opposants politiques avaient la vertu de générer de l'électricité, la Bretagne connaîtrait aujourd'hui un pic de production et elle pourrait se passer du parc éolien offshore de la baie de Saint-Brieuc. Car ça chauffe en ce moment entre élus bretons autour de ce dossier. Et sans même attendre la session du conseil régional, jeudi et vendredi à Rennes.

Tout est parti de la demande d'Isabelle Le Callennec, cheffe de file du groupe droite, centre et régionalistes, de créer une mission d'information. Le principe ? Auditionner pendant six mois tous les acteurs du dossier pour, à l'issue, éclairer les conseillers régionaux sur un sujet clivant. Isabelle Le Callennec, qui s'oppose au projet, espère notamment convoquer en Bretagne les ministres de l'Écologie et de la Mer, directement concernées par le parc.

Mission contre intercommissions

Reste que pour mettre au vote cette demande en session, il est nécessaire de recueillir l'approbation de 16 élus. Le Rassemblement national de Gilles Pennelle ayant lui aussi accepté le principe, ce sont au final 22 signatures qui ont été récoltées. De quoi donc voter jeudi. Sauf que si cette demande est bien à l'ordre du jour de la session, elle a très peu de chances d'être adoptée. La majorité de gauche, qui soutient le projet de parc éolien, devrait en effet s'y opposer. À l'image de son président PS Loïg Chesnais-Girard, qui estime la création d'une inter-commissions, fin août, amplement suffisante.

« J'ai installé une inter-commissions (Développement durable et Mer, NDLR), justifie le président. Une première réunion a eu lieu en septembre avec l'audition d'Iberdrola. Et une nouvelle réunion est prévue dans quelques jours avec les pêcheurs. De plus, à la demande de Mme Le Callennec, je lui ai dit que les élus pouvaient auditionner qui ils souhaitaient. Je ne voterai donc pas la demande de la mission spéciale. »

Passablement agacé, Loïg Chesnais-Girard voit surtout en l'action d'Isabelle Le Callennec une « manœuvre politique nauséabonde. Nous avons là de la démagogie, du populisme, de la politique politicienne. »

Daniel Cueff pointé du doigt

Mais au-delà de la joute politique - projet contre projet - cette affaire est du pain béni pour la droite, qui voit là une occasion de fragiliser le vice-président à la mer et au littoral Daniel Cueff. Un élu qui siège à l'inter-commissions et dont la sincérité fait douter Isabelle Le Callennec. « Je veux bien faire confiance au président de Région, mais je n'ai pas l'impression que Daniel Cueff, qui dit que c'est un excellent projet, soit dans le même état d'esprit. Autant le président me paraît vraiment ouvert, autant le vice-président… » C'est que la droite et le centre n'ont pas vraiment apprécié l'une des sorties de Daniel Cueff lors d'une audition de l'inter-commissions.

« À une question posée sur le prix de rachat de l'électricité en baie de Saint-Brieuc, il m'a répondu que mon intervention était politique et il est passé à la question suivante », s'insurge Stéphane de Sallier-Dupin, bras droit d'Isabelle Le Callennec. De quoi agacer l'élu de Lamballe. « On voit que Daniel Cueff, le chantre de la démocratie participative, ne la pratique en réalité pas. Comme souvent, c'est ceux qui en parlent le plus qui en font le moins. » Et de conclure, cinglant : « En l'état, Daniel Cueff est le maillon faible de la majorité. »

Coalition contre nature ?

Malgré nos sollicitations, il n'a pas été possible de joindre Daniel Cueff. Mais Loïg Chesnais-Girard se charge de sa défense : « J'ai un vice-président qui connaît bien ce dossier, qui travaille sans aucun conflit d'intérêts et qui souhaite la transparence absolue. » Et faisant sien le principe selon lequel « la meilleure défense, c'est l'attaque », le président de Région dénonce pour sa part dans cette affaire la coalition Droite Républicaine-Rassemblement national. « Voir ce type d'alliance, je trouve qu'il y a des limites que j'espérais ne pas voir franchie en Bretagne… » Bref, tout est en place pour une session placée sous le signe de l'apaisement ce jeudi…